



## Beboarimisa Ravala, ministre de l'Environnement de Madagascar

**Journée de l'Action**  
Paris 2015 | 5 décembre 2015

9:30-9:55  
**Mot de bienvenue**

- Laurent Fabius, Président de la COP21 and Ministre des Affaires étrangères et du Développement international, France
- Christian Figueres, Secrétaire exécutive, Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC)
- James Paolito, Sous-Secrétaire général sur les changements climatiques, Nations Unies
- Manuel Pulgar Vidal, Ministre de l'Environnement, Pérou
- Modérateur: Yaldá Hakim, Présentatrice et correspondante, BBC World

9:55-10:00  
**Introduction**

- Message de la Station Spatiale Internationale.
- Sigbjørn Seyn, Ministre de l'Écologie, de Développement Durable et de l'Énergie, France

**Session 1**

**PROTEGER: Protéger la planète**

**VISION GLOBALE**

- (Keynote) Johan Rockström, Directeur exécutif, Stockholm Resilience Centre

**VULNERABILITE**

- (Keynote) Winata Nyantima, Directrice exécutive, Oxfam International

**PRÉVENTION DES RISQUES**

- (Panel) Ralava Beboarimisa, Ministre de l'Environnement, de l'Écologie, de la Mer et des Forêts, Madagascar
- Et Michel Leno, PDG, Swiss Re
- (Panel) Anelick Gérard, Secrétaire d'Etat au Développement et à la Francophonie, France
- Et Thomas Silberhorn, Secrétaire d'Etat, Allemagne

**OCEAN/EAU**

- (Keynote) César Harada, Directeur, Protei INC, Scoutbots LTD, MakerBay LTD
- (Keynote) Yolanda Kakabadse Nevins, Présidente, WWF International
- (Panel) Jean-Louis Chaussade, PDG, Suez environnement
- Et Kabéné Komara, Haut-Commissaire, Organisation pour la Mise en Valeur du Reuve Sénégal

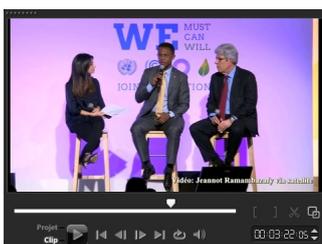
**FORÊTS**

- (Keynote) Sam Pema, Fondateur, J/P Haitian Relief Organization
- (Panel) Flore Mitsou, Ministre de la Protection de l'environnement et des Ressources naturelles, de la forêt et de la mer, Gabon
- Et Tina Sandtoft, Ministre du Climat et de l'Environnement, Norvège

**MODÉRATEUR**

- Yaldá Hakim, journaliste, BBC World

Le thème était donc « *la prévention des risques* ». Je me passerai de tout commentaire. A vous de constater que vous aussi, vous n'avez pas compris grand'chose... Heureusement qu'il y a la vidéo ci-dessous pour ne pas me faire traiter de... romancier.



« Effectivement, Madagascar est un pays insulaire qui est particulièrement vulnérable face aux effets du changement climatique, et on fait face, justement, des événements climatiques extrêmes à Madagascar, notamment les cyclones, les sécheresses et aussi les inondations. Heu, ça a un impact direct par rapport à la population locale où on enregistre, quand même, à peu près, 600.000 sinistrés climatiques par an et on essaie, de, justement, de faire face à cela, heu, en mettant en place des dispositifs de système d'alerte précoce à Madagascar, pour essayer de réduire, justement les impacts de ces effets climatiques ».

**So exactly, what concret solutions ?**



« Les solutions concrètes, avant tout, c'est de, comme je disais tout à l'heure, c'est de, d'essayer de prévenir déjà, heu, ces impacts climatiques ; c'est d'essayer de mettre en place un système d'alerte précoce au niveau national et éparpillé dans les 22 régions. Heu, ce système va être renforcé, redynamisé, justement, grâce à l'initiative Creuse, qui a été lancée par le gouvernement français où Madagascar fait partie des bénéficiaires et **nous allons fixer un objectif de réduire, justement, de moitié les sinistrés climatiques d'ici 2025**

».



« Exactement, y a pas mal de réfugiés climatiques à Madagascar. Je pense que le plus important c'est d'essayer de trouver aussi une solution, heu, justement, parce que le gouvernement malgache a l'obligation de porter secours à la population et qu'on fait aussi appel à des dépenses publiques énormes. Et je profite de cette occasion, parce qu'on a un panéliste qui est dans une compagnie d'assurances, justement, où la difficulté réside sur l'accès des pays en développement dans la réassurance, dans l'assurance même de ces catastrophes climatiques, parce que, d'après une étude de la Banque mondiale: dans les pays en développement, seuls 3% des pertes potentielles sont assurées, contrairement aux pays développés qui sont assurés quand même à hauteur de 45%. Donc, il faut trouver des solutions innovantes, il faut faire appel aussi à des instruments financiers élaborés tel que les obligations de catastrophes communément appelés «*cats bonds*». Donc, il y a des solutions comme ça, innovatives qu'on essaie de mettre en place à Madagascar, qu'on essaie de voir aussi avec des pays amis, justement, pour faire face à ces effets climatiques ».



« Je pense qu'il y a la volonté du gouvernement mais je pense aussi que c'est, heu, une volonté commune parce que, comme je disais tout à l'heure, l'accès au marché, justement, d'assurances et de réassurances est aussi du aux primes d'assurances qui sont quand même assez élevées, à la complexité des contrats et que, je pense qu'il y a aussi des mesures d'accompagnement qu'il faut faire avec les compagnies d'assurances et les états, parce qu'il y a une bonne volonté, par rapport à la population locale et la politique du gouvernement mais il faut aussi qu'il y a une bonne volonté politique entre guillemets aussi des compagnies d'assurances et je pense qu'il y a les instruments financiers mais je pense que, on est dans le « action day », et pour nous, un pays vulnérable comme Madagascar, le changement climatique se conjugue avant tout avec le changement de comportement, le changement de mentalité et aussi une démarche éco-citoyenne et je pense que çà c'est une solution au-delà de tout ce qui est solution financière ou autres ».



**Recueillis et transcrit par Jeannot Ramambazafy – 5 décembre 2015**